

Pesticides : pour protéger le vivant, mettons fin à l'agriculture chimique

25 février 2021 / José Bové, Jean-Paul Jaud, Philippe Desbrosses et d'autres



Jeudi 25 février, une coalition d'associations, soutenue par des dizaines de députés européens, adresse une interpellation à l'Efsa, l'autorité européenne chargée de l'évaluation des risques dans le domaine des denrées alimentaires et des pesticides. Cette tribune en explique les raisons.

Cette tribune a été initiée par l'association Secrets toxiques. Elle est cosignée par José Bové, Jean-Paul Jaud, Philippe Desbrosses, Olivier de Schutter, Perrine Hervé-Gruyer, HK et Denis Robert.

L'usage des pesticides est une des causes importantes de la destruction du vivant (insectes, oiseaux, poissons et mammifères), et source majeure de maladies chroniques, hormonales, neurodégénératives et de cancers. En bref, les pesticides ont des conséquences sur la santé, la biodiversité et le climat en étant faits à base de pétrole et épandus grâce à lui.

Fin octobre 2020, **une étude scientifique du professeur Gilles-Éric Séralini et de Gérald Jungers** démontre la présence de produits extrêmement toxiques dans 14 pesticides vendus librement en grandes surfaces (arsenic, métaux lourds et autres substances toxiques cancérigènes, **de la famille des HAP**).

Plus de transparence, d'indépendance et de ressources dans les procédures d'autorisation des pesticides

Dès le 1^{er} décembre, **neuf associations** portent plainte contre X, notamment parce que ces produits ne sont pas mentionnés sur les étiquettes. Parallèlement elles lancent **une campagne citoyenne, Secrets toxiques**, qui mobilise plus de 13.000 signatures à ce jour. Leur combat ? Remettre en question le système d'évaluation actuel et exiger le retrait de ces pesticides du marché en France et en Europe. Jeudi 25 février, la coalition d'associations envoie, avec le soutien de 119 députés européens et députés et sénateurs Français, une interpellation à l'Efsa, chargée de l'évaluation des risques dans le domaine des denrées alimentaires et des pesticides.

La publication du professeur Séralini, en montrant la présence de métaux lourds et d'autres formulants toxiques non déclarés, interroge une fois de plus la manière dont les

pesticides sont évalués et autorisés en Europe et en France. Un [arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 1^{er} octobre 2019](#) indiquait pourtant que les industriels ont la charge de prouver l'innocuité de leurs produits, et que tous les principes actifs doivent être déclarés et analysés tant pour leur effet isolé que pour leurs effets cocktails résultant de l'effet combiné des résidus de pétrole, très cancérigènes, et des métaux lourds tel l'arsenic, non déclarés dans les bouteilles de pesticides, ce qui est un scandale !

La commission spéciale pesticides (Pest) du Parlement européen, mise sur pied en 2018, dénonçait déjà les nombreuses failles de la procédure d'autorisation des pesticides au sein de l'UE. Elle appelait donc à améliorer d'urgence les procédures d'approbation, notamment grâce à plus de transparence, d'indépendance et de ressources.

L'agriculture biologique, la seule forme d'agriculture à même de relever les défis du XXI^e siècle et au-delà

Cette situation dramatique, toujours d'actualité, doit impérativement être changée pour la santé des écosystèmes et de tous et toutes.

Le développement de l'agriculture biologique depuis bientôt soixante ans, les recherches menées pour trouver des solutions non chimiques dans l'agriculture, la promotion d'une agroécologie paysanne respectueuse des écosystèmes naturels et humains montrent qu'il est tout à fait possible de sortir de cette agriculture mortifère dont les paysans sont les premières victimes. Contrairement à une opinion largement répandue, l'agroécologie peut être très productive à l'hectare.

Plus riche en main-d'œuvre et en connaissances, elle est plus durable et soutenable que l'agriculture conventionnelle, qui mise sur les vieilles économies d'échelle et l'utilisation d'intrants polluants. Et, comme plusieurs rapports internationaux le démontrent, elle peut satisfaire les besoins de la planète. Elle offre en outre de nouvelles possibilités d'emplois décents dans les zones rurales, permet aux sols de fonctionner comme puits de carbone, et entretient l'agrobiodiversité. C'est la seule forme d'agriculture à même de relever les

défis du XXI^e siècle et au-delà.

89 % des citoyens européens souhaitent la fin de l'agriculture chimique [1]. En mettant en demeure l'Agence européenne de sécurité alimentaire (EFSA), chargée de l'évaluation et de la mise sur le marché des pesticides, nous affirmons que le droit des populations à une vie saine n'est pas respecté, et que l'ensemble du monde vivant est mis en danger. Nous demandons que ces pratiques inacceptables cessent.

Nous appelons aussi à de véritables politiques publiques pour accompagner les agriculteurs et agricultrices vers un véritable changement des pratiques, pour une agriculture respectueuse de la santé de tous et toutes.

-
- **Tribune soutenue par**
 - Nature et Progrès
 - Générations futures
 - Campagne Glyphosate
 - La Confédération paysanne
 - Les Coquelicots de Betton
 - Combat Monsanto
 - Le Jeune engagé
 - Consommateurs pas cobayes !
 - PIG BZH
 - Association Canopée
 - Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest

[1] [Sondage IFOP pour Agir pour l'environnement](#) de mai 2019.

Lire aussi : [Pesticides](#)

Source : Courriel à *Reporterre*

Photo :

. chapô : le siège de l'European Food Safety Authority, à Parme (Italie). © Efsa

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Pesticides-pour-protger-le-vivant-mettons-fin-a-l-agriculture-chimique>